

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 ANNECY

ANNECY, le 07/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



BENEDETTI GUELPA

620 AVENUE DU MONT BLANC
74190 PASSY

Références : 20221018-RAP-InspectionBeneddtiGuelpa-vs
Code AIOT : 0006101825

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement BENEDETTI GUELPA implanté lieu dit La Combe Carrière de La Balme 74300 MAGLAND. L'inspection a été annoncée le 13/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'arrêté préfectoral du 22 septembre 2022 demande un suivi des vibrations engendrées par les tirs de mines sur la falaise de la Balme et l'accompagnement par un organisme compétent en matière de suivi des vibrations. La reprise des tirs se fait de la partie la plus éloignée de la carrière de la falaise afin de limiter les vibrations et d'établir la loi de propagation des vibrations pour le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BENEDETTI GUELPA
- lieu dit La Combe Carrière de La Balme 74300 MAGLAND
- Code AIOT : 0006101825
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Benedetti-Guelpa exploite une carrière de roches calcaire à Magland. L'arrêté du 29 janvier 2020 autorise le renouvellement et l'extension de l'exploitation pour une durée de 15 ans. La carrière est accessible par la RD6 et surplombe la RD 1205 sur sa partie Ouest.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi des vibrations vers la falaise ;
- surveillance des retombées de poussières ;
- déchets inertes d'extraction et remblaiement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Remblayage par des déchets inertes externes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Phasage	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.3
2	Phasage	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.3
3	Suivi de vibrations sur la falaise	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.6.9
4	Suivi de vibrations sur la falaise	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.6.9
5	Suivi de la falaise	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.6.10
6	Emissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 4.2.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place le suivi des vibrations demandé. Il continue de s'assurer que les vibrations engendées vers la falaises sont minimales par une méthode d'extraction adaptée.

L'exploitant devra sous 3 mois :

- réaliser son plan de gestion des déchets d'extraction ;
- compléter son registre d'admission des déchets inertes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
Prescription contrôlée : Phase 1 Réalisation des tirs de mines de la zone la plus éloignée de la falaise jusqu'à la limite 45 m à la côte 585 m NGF
Constats : L'arrêté préfectoral du 23 septembre 2022 impose des prescriptions complémentaires pour que l'exploitant assure un suivi des vibrations sur la falaise et minimise celles-ci lors de la réalisation des tirs afin de respecter le seuil de 15 mm/s défini par le CEREMA en particulier lorsque l'exploitation s'approche de la falaise de la Balme. Conformément aux prescriptions, l'exploitant nous a justifié en séance que les tirs de mines réalisés les 4, 10, 12 et 17 octobre 2022 sont sur la zone située au-delà de la limite de 45 m comme le prévoit le phasage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage – surveillance organisme
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance d'un organisme compétent en matière de suivi des vibrations et en géotechnique qui valide la méthode d'extraction avant chaque phase en particulier pour les zones comprises entre 20 et 45 m. Lors des phases 1 à 3, les données issues des tirs (plan de tir, résultats des mesures de vibrations, constat sur la falaise,...) sont transmis à un organisme compétent qui valide la poursuite des tirs et la méthodologie d'extraction.
Constats : La société Vinci travaille avec le CEREMA pour le suivi des vibrations des tirs et l'impact sur la falaise. Le CEREMA a exploité les données des tirs réalisés. Le rapport du CEREMA du 21/10/2022 valide la poursuite de l'exploitation, compte-tenu des résultats des mesures de vibrations réalisées et des propositions pour limiter les vibrations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suivi de vibrations sur la falaise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.6.9
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de vibrations sur la falaise
Prescription contrôlée : A chaque tir, le suivi des vibrations sur la falaise est réalisé, sur les points définis dans la note du CEREMA et localisés en annexe 1 de l'arrêté préfectoral précité : <ul style="list-style-type: none"> • un point sur la carrière ; • deux points en sommet de falaises, dont un au plus proche des tirs qui pourra évoluer d'emplacement en fonction des tirs ; • un point dans la falaise. Les vibrations mesurées sur ces points de la falaise ne doivent pas dépasser le seuil de 15 mm/s, toutes fréquences confondues.
Constats : Pour les tirs réalisés en octobre, les mesures sont toutes inférieures au seuil de 15 mm/s. Les capteurs sont positionnés au niveau de la falaise, un capteur en pleine falaise (sismofalaise), deux capteurs au niveau d'affleurements rocheux en limite de falaise et un capteur sur le bâtiment à l'entrée de la carrière. Sur le capteur dans la falaise, le tir du 10 octobre 2022 enregistre la plus forte valeur mesurée avec 8,41 mm/s. Cette valeur s'explique par le fait que le tir était bloqué en pied de massif. Pour les autres tirs, les valeurs mesurées oscillent entre 4 et 5 mm/s. Le capteur implanté dans la falaise sur la partie haute est le plus représentatif des vibrations reçues par la falaise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi de vibrations sur la falaise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.6.9
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de vibrations sur la falaise
Prescription contrôlée : Pour les phases dans la zone de 45 m à 20 m, l'organisme se positionne pour la poursuite des tirs en fonction des valeurs mesurées sur la falaise et des observations géotechniques réalisées afin de respecter le seuil des 15 mm/s. Afin de respecter ce seuil en toute circonstance, la méthode d'extraction devra être re-validée par un organisme compétent dans le domaine vibratoire. Le suivi conclura sur les méthodes d'atténuation des vibrations et la nécessité d'abaisser la charge unitaire ou de réaliser une extraction mécanique en fonction des distances afin de respecter le seuil de 15 mm/s. Ces conclusions sont adressées à l'inspection des installations classées avant chaque nouvelle phase. Une synthèse des mesures de vibrations est également adressée à l'inspection des installations classées en fin de chaque phase.
Constats : Le rapport du 21/10/2022 du CEREMA transmis par mail à l'inspection des installations classées synthétisent les résultats des mesures de vibrations et valide la poursuite des tirs en rappelant que l'objectif principal est le respect du seuil de 15 mm/s sur le capteur fixé en falaise. Afin de respecter ce seuil en s'approchant de la falaise, les méthodes d'atténuation des vibrations prévues par l'exploitant sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • modification de l'orientation des tirs lorsque cela est possible, les vibrations étant maximales à l'arrière de la ligne de tir ; • prédécoupage en limite de la zone d'extraction en réalisant des forages très rapprochés permettant de « découper le massif et de créer des perturbations dans la propagation des vibrations ; • diminution la charge instantanée des tirs en décalant les temps d'amorçage et en diminuant la hauteur de foration. Lors de l'inspection, l'exploitant nous a justifié du respect de ce seuil.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suivi de la falaise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.6.10
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de la falaise
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Après chaque tir, une inspection visuelle est réalisée afin de s'assurer que le tir n'a pas créé d'instabilité vis-à-vis de la RD 1205.
Constats : A chaque tir, une personne de l'entreprise est positionnée en bordure de RD 1205 afin d'observer la falaise et s'assurer que le tir n'a pas entraîné de déstabilisation ou chute de matériaux. A la date de l'inspection, l'exploitant nous a déclaré qu'aucune déstabilisation du massif coté RD 1205 n'a été constatée.
Observations : Dès le prochain tir, l'exploitant mettra en place un registre pour tracer cette surveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Emissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de rédiger un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Une première campagne de mesures effectuée avant le début effectif des travaux d'extraction, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un plan de surveillance des poussières et la transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a réalisé des mesures de poussières en 2020. De nouvelles mesures ont été réalisées en 2022. En 2021, il n'y a pas eu de mesure car dans l'attente des conclusions de l'étude sur les vibrations demandée par arrêté préfectoral, il n'y a pas eu d'extraction ou de campagne de concassage.</p> <p>Les mesures ont été réalisées au 3e trimestre 2020 (tir d'essai), 4e trimestre 2020 (sans activité) et au 3e trimestre 2022 (tir de mines).</p> <p>Les points de mesures sont implantés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en limite sud de la carrière ; • au niveau d'habitation (deux stations) ; • à environ 650 m au Sud-Ouest en dehors de l'influence de la carrière. <p>Les mesures sont toutes inférieures à 150 mg/m²/j.</p>
Observations : Des mesures devront être réalisées pendant la prochaine campagne de concassage et au printemps / été afin d'être représentative des conditions les plus défavorables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan gestion déchets inertes d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, articles 16 bis et 12.3
Thème(s) : Risques chroniques, Existence d'un PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines « et les sols ». L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas rédigé de plan de gestion des déchets d'extraction. Les seuls déchets générés par l'extraction sont les terres découvertes en quantité limitée. Ces terres sont conservées et stockées sur le site afin d'être réutilisées pour la remise en état.</p>

L'exploitant transmettra un plan de gestion des déchets d'extraction comprenant les éléments demandés à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux carrières.
Il transmettra également la justification de la stabilité des dépôts.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Remblayage par des déchets inertes externes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre concernant les déchets, terres excavées et sédiments

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

- a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :
 - la date de réception ;
- b) Concernant la dénomination, nature et quantité :
 - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
 - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
 - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
 - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
 - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
 - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;
- c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
 - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
 - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
 - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les

terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

- d) Concernant l'opération de traitement :
 - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
 - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Ils doivent également renseigner à mois n+1 le Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS). L'arrêté du 31/05/2021 fixe le contenu de ces registres.

Le lien pour accéder au RNDTS est le suivant :

<https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/lapplication-rndts>

Du fait de la mise en place tardive du RNDTS, exceptionnellement la tolérance pour renseigner ce registre est reconduite jusqu'au 1^{er} mai 2023. Il n'est pas demandé de réaliser un téléversement de l'année 2022.

Pour les terres inertes qui ont fait l'objet d'une notification en bonne et due forme par le Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets (PNTTD) et qui sont à destination d'une valorisation (carrière ou aménagement), les exploitants ne sont pas obligés de les télédéclarer sur le RNDTS. Par contre ils sont soumis au registre chronologique.

Seules les terres suisses qui sont envoyées sur une installation de transit sont soumises au RNDTS.

L'exploitant a mis en place un registre pour l'acceptation des remblais. Il comprend la nature des déchets, les quantités, le producteur des déchets et ses coordonnées, mais ne reprend pas l'ensemble des informations demandées comme l'adresse précise du chantier. L'exploitant dispose cependant de cette information par ailleurs.

L'exploitant devra compléter son registre conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois